

ZONES D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES DE MONTÉLIMAR

CONVENTION DE PRESTATIONS DE SERVICES AVEC LA COMMUNE POUR L'ENTRETIEN DE BIENS TRANSFÉRÉS À LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

La **commune de Montélimar**, Hôtel de Ville, Place Emile Loubet, BP 279, 26216 MONTELIMAR cedex, représentée par son Maire, Monsieur Julien CORNILLET, ou son représentant, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération du Conseil municipal n° _____ du _____, et ci-après dénommée « la commune »,

d'une part,

ET :

La **communauté d'agglomération Montélimar-Agglomération**, sis Maison des Services Publics, 1, avenue Saint Martin, 26200 MONTELIMAR, représentée par son Président, Monsieur Julien CORNILLET ou son représentant, dûment habilité à l'effet des présentes, par délibération du Conseil communautaire n° _____ du _____, et ci-après dénommée « Montélimar-Agglomération »,

d'autre part,

ÉTANT PREALABLEMENT EXPOSÉ :

Vu l'article L.5216-7-1 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) ;

Vu les statuts de Montélimar-Agglomération ;

Que dans le cadre de sa compétence « Création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », Montélimar-Agglomération est chargée d'assurer notamment l'entretien de l'ensemble des zones d'activités économiques (ZAE) situées sur son territoire qui lui ont été transférées en application de la loi portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) ;

Que Montélimar-Agglomération ne disposant pas des moyens humains et matériels adaptés et suffisants pour effectuer l'entretien courant des ZAE communales qui lui ont été transférées, il est apparu pertinent, par souci d'efficience, que Montélimar-Agglomération confie la poursuite de l'entretien courant à la commune d'implantation de la zone dans les conditions et avec le maintien d'un niveau d'entretien équivalent à celui que la commune assurait précédemment sur la zone.

IL A DONC ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions et les modalités d'entretien courant, par la commune, de biens (publics ou privés) dont elle est propriétaire à l'intérieur des ZAE de Fortuneau, Les Léonards et Le Meyrol et qu'elle a mis à disposition de Montélimar-Agglomération pour l'exercice, par cette dernière, de la compétence « Création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ».

ARTICLE 2 : PÉRIMÈTRE D'INTERVENTION DE LA COMMUNE

Le périmètre des ZAE de Fortuneau, Les Léonards et Le Meyrol ainsi que les biens concernés et les prestations d'entretien courant à exécuter sont précisés en annexe à la présente convention.

ARTICLE 3 : MODALITÉS D'INTERVENTION DE LA COMMUNE

Les prestations d'entretien objet de la présente convention sont assurées par la commune en régie.

Les agents des services techniques de la commune interviennent sur ordre de Monsieur le Maire et demeurent, pendant l'exécution des prestations, sous l'entière responsabilité de ce dernier qui contrôle l'exécution de leurs tâches et de leurs missions.

La commune justifiera ses prestations à Montélimar-Agglomération par la remise d'un rapport annuel récapitulant les interventions effectuées qui sera adressé à :

Communauté d'agglomération Montélimar-Agglomération
Direction Patrimoine et Accessibilité
Maison des Services Publics
1, avenue Saint-Martin
26200 MONTELIMAR

Des contrôles de l'état général des biens et de l'exécution des prestations seront effectués par Montélimar-Agglomération.

ARTICLE 4 : RESPONSABILITÉS

La Commune est responsable, à l'égard de Montélimar-Agglomération et des tiers, des éventuels dommages de tous ordres résultant de ses obligations ou du non-respect de ses obligations dans le cadre de la présente convention.

Pour ce faire, la commune est tenue de couvrir sa responsabilité par une ou plusieurs polices d'assurance la garantissant contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité pouvant lui incombent en raison des dommages corporels, matériels, ainsi que ceux immatériels qui en sont la conséquence, causés à Montélimar-Agglomération ou aux tiers.

ARTICLE 5 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une durée de trois (3) ans à compter du 1^{er} janvier 2021.

ARTICLE 6 : CONDITIONS FINANCIÈRES

En contrepartie des prestations exécutées par la commune au titre de la présente convention, Montélimar-Agglomération versera à la commune, pour l'année 2021, un montant forfaitaire annuel de 58 519,00 € correspondant aux coûts desdites prestations.

Le montant indiqué au paragraphe ci-dessus sera ensuite révisé annuellement, au 1^{er} janvier de l'année considérée, par application d'un coefficient de révision (Cr) donné par la formule suivante :

$$Cr = I/I_0$$

dans laquelle I et I₀ sont les dernières valeurs publiées respectivement au 1^{er} janvier de l'année de révision et au 31 décembre 2020 de l'indice EV4 Travaux d'entretien d'espaces verts dans les cahiers détachables du Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment.

Le mode de règlement retenu par Montélimar-Agglomération est le virement avec paiement à trente (30) jours (dont 20 jours pour le mandatement).

Montélimar-Agglomération se libèrera des sommes dues à la commune au titre de la présente convention en en faisant porter le montant au crédit du compte :

Trésorerie de _____ - _____ : _____

ARTICLE 7 : TERME DE LA CONVENTION

Le terme de la présente convention est fixé, compte tenu de sa durée telle que précisée à l'article 5 ci-dessus, au 31 décembre 2023.

Montélimar-Agglomération et la commune pourront toutefois décider, d'un commun accord et à tout moment, de dénoncer la présente convention au cours de son exécution.

En outre, Montélimar-Agglomération ou la commune pourront décider de résilier unilatéralement la présente convention sous réserve toutefois du respect d'un préavis de quatre (4) mois.

ARTICLE 8 : DIFFÉRENDS ET LITIGES - ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Pour tout différend ou litige qui pourrait survenir à l'occasion de l'exécution de la présente convention et qui ne trouverait pas de solution amiable, le Tribunal Administratif de Grenoble est seul compétent.

Fait en deux (2) exemplaires originaux

A _____, le _____

Pour la commune,

Pour Montélimar-Agglomération,

Le Maire,

Le Président,